

Rio Tinto: Le long chemin de la transparence

<https://theecologist.org/2018/nov/22/rio-tinto-long-road-transparency>

Nov 22nd 2018

Les habitants de la région de Anosy à Madagascar déclarent ne plus connaître leurs droits vis-à-vis de la mine d'ilménite Qit Minerals Madagascar (QMM) de Rio Tinto située le long de la côte sud-est de l'île.

Les villageois vivants à Ampasy Nahampoana craignent que la mine n'approche bientôt de leur zone de production alimentaire. Les voisins d'Andrakaraka pensent que la mine a dépassé les limites autorisées et se situe désormais entre 20 et 30 mètres du lac voisin.

Mais les communautés indigènes sont confrontées à d'énormes défis pour protéger leurs droits et exiger la responsabilité à l'entreprise. « QMM fait ce qu'elle veut », affirment-ils.

Sous surveillance

Andrew Lees Trust (ALT UK) a demandé à Rio Tinto de faire preuve de transparence quant à l'empiètement de la mine QMM au-delà de ses limites légales, et travaille en solidarité avec les populations locales pour répondre à leurs préoccupations.

Le principal problème pour les habitants est le risque que l'eau enrichie en radionucléides par les résidus miniers lixiviés dans des lacs et des cours d'eau adjacents où les gens pêchent et utilisent l'eau. Celles-ci sont censées être protégées par la zone tampon environnementale, qui a été violée par QMM.

ALT UK a d'abord porté ces questions à l'attention du public dans un article [en The Ecologist](#). L'organisme de bienfaisance a interrogé la société à propos de cette violation lors de l'assemblée générale annuelle de Rio Tinto l'année dernière (2017).

ALT UK a immédiatement été invitée à dialoguer avec les dirigeants de Rio Tinto. L'organisme de bienfaisance a informé les actionnaires et le conseil d'administration de Rio Tinto que tout échange avec la société [exigerait de la transparence et une divulgation ouverte](#).

Le président de Rio Tinto a assuré publiquement à ALT UK que la société s'engageait pour la transparence et le PDG semblait prêt à ouvrir la voie où les préoccupations seraient traitées, les preuves fournies et les questions répondues.

En réalité, le dialogue a pris presque un an et demi à ce jour et la plupart des questions n'ont toujours pas reçu de réponse. Le processus a été long et difficile. Le partage des données a été lent, nécessitant des requêtes persistantes, ou ne s'est pas matérialisée du tout.

Un tel processus de dialogue serait extrêmement lourd pour la majorité des communautés touchées à Anosy, qui vivent avec moins de 2 dollars par jour et qui luttent pour mettre un repas sur la table.

La transparence

The Ecologist a publié un article sur la violation de la zone tampon QMM en septembre 2018. La société avait alors déclaré: « Contrairement aux allégations selon lesquelles nous n'avons

pas partagé d'informations, QMM a été très transparent et a travaillé avec le Andrew Lees Trust d'une manière ouvert sans précédent les 15 derniers mois. »

En fait, ALT UK n'a jamais prétendu que ces informations n'avaient pas été partagées. En effet, ALT UK a reçu de nombreux documents et courriels, émanant du siège de Londres ou via celui-ci, ainsi que de multiples échanges verbaux.

Cependant, ceux-ci n'ont abordé de manière concrète aucune des questions techniques détaillées posées à Rio Tinto au sujet de la violation de la zone tampon ou de la manière dont QMM prouve qu'il a prétendu qu'il est conforme aux lois et autorisations nationales.

ALT UK a commandé un rapport indépendant par le Dr Steven Emerman de Malach Consulting sur la violation des zones tampons et l'a communiquée à Rio Tinto. Après cinq mois et malgré des encouragements répétés, l'organisme de bienfaisance attend toujours une réponse significative.

Depuis juin 2018, l'organisme de bienfaisance soumet à ce sujet à Rio Tinto deux rapports et quatre lettres contenant de multiples questions techniques, mais n'ayant pas reçu de réponse.

QMM a continué de nier la violation de la zone tampon dans sa dernière correspondance, reçue en septembre de cette année (2018).

QMM a demandé à ALT UK d'adresser la moitié de ses questions techniques « au régulateur », et a donc refusé de répondre directement à des demandes d'informations détaillées. Cela ne fait que pousser la responsabilité des actions et des impacts de la mine au régulateur malgache.

La transparence redistribuée

L'organisme de réglementation dans ce cas est l'Office National de l'Environnement (ONE) à Madagascar, qui est chargé de surveiller les activités extractives et le respect par la mine de QMM des réglementations environnementales.

Rio Tinto / QMM affirme qu'ONE a récemment validé la conformité de QMM avec les autorisations accordées dans le cadre de son Plan de Gestion Sociale et Environnementale (PGES) 2014-2018 (PGES) [2014-2018 approuvé](#).

ALT UK se demande comment l'ONE est parvenue à ses conclusions quand, en cinq mois, Rio Tinto n'a pas été en mesure d'expliquer, par écrit, en quoi sa violation de la zone tampon est conforme au PGES ; et lorsque les études de Rio Tinto d'Ozius et d'ALT UK du Dr Emerman démontrent clairement [l'empiètement de la zone tampon sur le fond de lac Besaroy](#) en violation des lois nationales.

Le rapport d'ONE n'est pas encore accessible au public. Les habitants d'Anosy affirment qu'il n'y a pas eu de consultation pour ce dernier rapport, comme on pourrait s'y attendre.

L'absence de consultation de la part de ONE a suscité de graves préoccupations au niveau local, dont certaines ont été exprimées jusqu'au niveau ministériel. Le mot sur le terrain est que la relation entre QMM et ONE est « compromise ».

Loin d'apaiser les craintes, le rôle de l'organisme de réglementation dans la vérification de la «conformité» de QMM a aggravé les préoccupations à un tout autre niveau; plus

spécifiquement à la nature de la relation entre QMM et ONE, et aux mécanismes de transparence et de responsabilisation disponibles pour les citoyens locaux.

ALT UK croit savoir qu'ONE a récemment reçu une aide financière de QMM.

Les industries extractives telles que QMM sont autorisées - si elles ne sont pas activement attendues - à contribuer financièrement à ONE en vertu du décret 99-954 / 99 de l'État « Relatif à la compatibilité des investissements avec l'environnement » (MECIE).

Ces paiements aux organismes gouvernementaux sont censés être transparents - une déclaration de la société sur ce que QMM a versé à ONE et à quel moment serait la bienvenue.

Le consensus d'experts

La pression d'ALT UK en faveur de la transparence a été formulée en obligeant à maintes reprises la société à répondre par écrit aux conclusions du Dr Emerman sur la violation de la zone tampon et à toutes les questions connexes.

La société a insisté sur le fait que les questions seraient mieux résolues si ALT UK plaçait son expert dans une pièce avec l'expert de Rio Tinto, afin de pouvoir « parvenir à un consensus ».

Tout d'abord, ALT UK estime qu'il existe déjà un consensus entre Ozius, le fournisseur externe d'expert de Rio Tinto, et le Dr Emerman, expert d'ALT UK, car ils définissent clairement l'empiètement par la mine QMM au-delà de la limite approuvée de la zone tampon dans leurs études techniques distinctes.

Deuxièmement, ALT UK a demandé où les experts internes de Rio Tinto se cachaient pendant tous ces mois, car ils n'avaient pas fourni de réponse de fond aux questions posées à ce jour.

Rio Tinto a plutôt transmis à ALT UK des mémos de leurs consultants externes et des mémorandums internes, dont certains n'étaient pas datés ou manquaient de provenance. Celles-ci ont généré de nouvelles préoccupations et d'autres questions, qui restent toutes sur la table, sans réponse.

Chercher des réponses

C'est ALT UK qui a de manière urgente et répétée cherché à engager Rio Tinto au sujet de ses « interprétations » incongrues des données scientifiques.

Une demande urgente de réunion a été envoyée à Rio Tinto immédiatement après la présentation des conclusions du Dr Emerman à la fin du mois de mai 2018.

Cela a été suivi par d'autres demandes répétées, verbales et par courrier électronique. ALT UK a finalement été informée qu'il lui faudrait attendre la fin du mois de septembre pour reprendre contact avec l'exécutif avec lequel il avait entamé la discussion sur la zone tampon dix-sept mois plus tôt.

Personne à Rio Tinto n'a tenté de faire avancer la réunion à la suite de l'article de The Ecologist publié en septembre. ALT UK a également contacté le nouveau panel sur la biodiversité Rio Tinto / QMM dans l'espoir qu'il puisse examiner le rapport ALT UK / Emerman lors de sa visite prévue à la mine, début octobre.

La surveillance indépendante

Rio Tinto a mis en place deux nouveaux panneaux pour « surveillance » sur la mine QMM dans la région d'Anosy. Le Comité de la biodiversité et des ressources naturelles, composé de trois membres et doté d'un secrétariat assuré par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN), vient d'être créé et s'est réuni deux fois.

L'ancien comité de la biodiversité de QMM s'est effondré il y a deux ans lorsque tous les membres ont démissionné, affirmant que la position de Rio Tinto sur la biodiversité présentait un « risque de réputation » pour les membres du comité.

Si le nouveau comité est simplement consultatif, comme cela a été le cas par le passé, il reste à voir s'il a le courage de remettre en question et d'apporter des changements significatifs au rendement et aux pratiques de QMM sur le terrain.

Le deuxième panel, qui vient également d'être nommé, a déclaré lors de son premier voyage en 2017 que QMM était « l'une des mines les plus propres au monde ». On ne sait pas sur quelle base une telle conclusion a été tirée puisque les considérations environnementales dépassaient le cadre de leur première mission.

Le panel a également indiqué qu'il était « incapable de consulter directement les personnes vivant dans les zones touchées par les opérations QMM ». Au lieu de cela, ses membres ont passé trois jours sur le terrain, principalement pour examiner les problèmes liés au trafic portuaire, comme « recommandé à notre attention par QMM ».

La cooptation et asymétrie de puissance

Il est presque impossible pour les citoyens locaux de faire participer des évaluateurs internationaux ou de s'engager dans un processus de découverte prolongé lorsqu'ils vivent au jour le jour.

Alors, sur qui peuvent-ils compter pour évaluer de manière indépendante et surveiller de manière transparente comment QMM gère ses opérations ? Qui va demander des comptes à QMM s'il transgresse les droits et l'environnement des populations locales ?

Cette question suppose que les plaintes et les préoccupations de la population locale sont prises au sérieux. Ceci est une hypothèse risquée. Un employé de QMM a été surpris en train de se plaindre que la population locale « ne veut tout simplement pas les dons de développement que nous pouvons offrir ».

En réalité, personne n'a demandé aux sections locales ce qu'elles souhaitaient et si le récit les avait poussées à travers de développement conduit par l'extérieur par des intérêts privés et corporatifs répond à leurs besoins ou ressemble à l'une de leurs aspirations.

L'existence rurale - et la survie des plus pauvres à Madagascar - dépend entièrement de l'accès à la terre et à la forêt. De telles vies tombent inévitablement en conflit avec un développement du type occidental, impulsé de l'extérieur, lorsqu'il leur interdit l'accès à ces ressources naturelles vitales - comme l'a fait la mine QMM.

Ceci est d'autant plus vrai que QMM a coopté la plupart des acteurs étatiques et non étatiques, y compris les ONG. Dans la région d'Anosy, pratiquement aucune agence n'est impliquée - financée ou impliquée d'une manière ou d'une autre - dans le paradigme de développement

créé par la mine QMM de Rio Tinto dans le cadre du programme du pôle de croissance intégré (PIC) de la Banque Mondiale.

QMM est devenu le seul jeu en ville et jouit d'un pouvoir quasi-étatique dans la région et peut agir en toute impunité il paraît.

L'asymétrie de pouvoir qui en résulte a réduit l'espace pour des vues alternatives et le respect des visions traditionnelles de la vie et du bien-être.

Depuis la création du plan de développement régional Anosy, dirigé par le consultant Canadien rémunéré de QMM il y a près de vingt ans, l'espace de discussions sur la question de savoir quelle vision est importante a été contrôlé par QMM, et a diminué depuis.

La route vers la transparence

Le siège de Rio Tinto doit honnêtement s'attaquer aux échecs de QMM et rééquilibrer les pouvoirs disproportionnés qu'il exerce pour faire avancer et protéger son programme dans la région d'Anosy.

Rio Tinto a encore beaucoup de chemin à faire avant de pouvoir convaincre les populations locales et de nombreux observateurs internationaux que ses transactions sont transparentes, surveillées avec vigueur par des organes indépendants et disposées à agir avec intégrité lorsqu'elles se font avoir, qu'elles ne respectent pas leurs obligations envers les populations locales, leurs droits et leurs intérêts bien-être.

ALT UK attend toujours une explication écrite de la manière dont la violation de la zone tampon peut être qualifiée de « conforme ».

Dix-huit mois après que ALT UK eut soulevé le problème pour la première fois, Rio Tinto a annoncé qu'une équipe serait envoyée à Anosy et qu'une réponse écrite de fond serait fournie prochainement.

On espère que cet exercice permettra à l'entreprise de reconnaître enfin ce qu'elle sait déjà: QMM a violé la zone tampon environnementale du sud de Madagascar.

Cela implique trois grandes questions, à savoir: que fera le gouvernement Malgache pour obliger la société à rendre des comptes pour avoir enfreint les lois nationales ? Comment l'entreprise va-t-elle remédier à sa violation inacceptable de l'environnement ? Et comment les communautés locales peuvent-elles être sensibilisées et protégées des risques qui en découlent ?

Personne n'a dit que le chemin de la transparence serait facile, mais, comme Andrew Lees aimait citer, « la vérité vous rendra libre ».

Cet auteur

Yvonne Orenge est une spécialiste des communications indépendantes et directrice de l'Andrew Lees Trust, une organisation caritative britannique créée après le décès de son homonyme à Madagascar en 1994. Yvonne a été basée à Madagascar pendant plus de six ans et a développé le programme stratégique d'ALT UK; Elle a suivi l'évolution du projet QMM de Rio Tinto pendant plus de deux décennies.